

**ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT A LOUVERNE PENDANT UN  
DEMEMAGEMENT AU 13 RUE AUGUSTE RENOIR A LOUVERNE**

**Le Maire de la Commune de LOUVERNÉ**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212 à L2213-6 ;

**VU** le Code de la Route ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**VU** la demande formulée par Madame Rolande LANDAIS,

**CONSIDERANT** que la sécurité publique nécessite une réglementation du stationnement pendant la durée d'un déménagement au droit du 13 rue Auguste Renoir à Louverné ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**: Pendant la durée du déménagement (**le mardi 17 septembre 2025 de 8h00 à 12h00 prévisionnellement**), le stationnement des véhicules de toute nature, à l'exception du véhicule de déménagement, sera interdit sur deux emplacements au droit du 13 rue Auguste Renoir à Louverné.

**Article 2** : Cette réglementation temporaire sera matérialisée par des panneaux mis en place par les services techniques communaux.

**Article 3** : Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à dater de la mise en place par les services techniques communaux de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

**Article 4** : Toutes dispositions devront être prises par le demandeur :

- a) Pour permettre le passage des véhicules prioritaires (Police, Gendarmerie, Pompiers, S.D.I.S., S.A.M.U., médecins & infirmières en services, ambulances, services municipaux)
- b) Pour permettre aux habitants des voies concernées le libre accès à leur domicile.

**Article 5** : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

- Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de la Mayenne à Laval,
- Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS),
- Monsieur QUERUAU Marcouf -SARL POISSON déménagement,
- Madame Mariamne JAN,
- Monsieur Didier GAUTEUR, responsable des suivis de projets de la commune de Louverné,

Chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Un exemplaire de l'arrêté sera en outre publié par voie d'affichage à la Mairie.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de NANTES, 6 allée de l'Île-Gloriette BP 24111 44041 NANTES Cedex.

Fait à LOUVERNE, le 14/08/2025

**Le Maire,  
Sylvie VIELLE**



